



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDISSIMMO (Bât. 3)

ZAC du Val Bréon
77610 Châtres

Références : E25/0415
Code AIOT : 0006512429

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement EDISSIMMO (Bât. 3) implanté ZAC du Val Bréon 77610 Châtres. L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDISSIMMO (Bât. 3)
- ZAC du Val Bréon 77610 Châtres
- Code AIOT : 0006512429
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EDISSIMMO exploite sur le territoire de la commune de CHÂTRES (77 610) un entrepôt logistique de plusieurs cellules. La société Kuehne+Nagel est locataire de plusieurs cellules.

Le site est soumis à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 07/DAIDD/IC/296 du 20 novembre 2007 pour le site Bâtiment 3 situé ZAC du Val Bréon à CHÂTRES (77 160).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PROPRETE	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 2.3.1	Sans objet
2	PLAN DES RESEAUX	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 4.2.2	Sans objet
3	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.3.1.2	Sans objet
4	INSTALLATIONS ELECTRIQUES — MISE A LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.3.3	Sans objet
5	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.2	Sans objet
6	RESSOURCES EN EAU	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.3	Sans objet
7	CONSIGNES DE SECURITE	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu et les dispositions réglementaires sont respectées.

Les différents contrôles sont effectués.

Il n'a pas été constaté de non-conformité.

Le site est en perpétuelle évolution et les projets présentés sont cohérents avec l'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PROPRETÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PLAN DES RÉSEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">+ l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,+ les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire.),+ les secteurs collectés et les réseaux associés,+ les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),+ les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir un plan des réseaux du site à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Une surveillance de l'entrepôt par gardiennage ou télésurveillance (avec report des alarmes anti-intrusion, alarmes incendie...) est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie. [...]
Constats : L'accès au site est sécurisé. Un gardien est en place à l'entrée du site et est présent 7 jours/7, 24h/24. Un système de télésurveillance est également en place. Des procédures sont en place en cas d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES — MISE A LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée Suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique a été effectuée en août 2024 (Q18) par la société Bureau Veritas. Un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) a également été effectué par la même société en juillet 2024. L'exploitant a également présenté à l'inspection plusieurs bons d'intervention de maintenance électrique effectuée en décembre 2024 afin de lever les non-conformités constatées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, DECI
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant procède semestriellement à des essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours (notamment exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu,). L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les fiches de contrôle individuel des débit et pression des poteaux incendie, le rapport de contrôle de débit/pression d'essai individuel/simultané des poteaux incendie (société S.D.E.R.), les rapports d'essai hebdomadaire du spinklage (société CMI) ainsi que le rapport d'intervention pour les extincteurs (société DESAUTEL) présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : RESSOURCES EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- un système d'extinction automatique alimenté par deux cuves de 1050 m³ chacune (dont une de secours), assorties d'électropompes. <p>Le choix du type d'extinction est déterminé en fonction du mode de stockage et de la nature des produits ;</p> <ul style="list-style-type: none">- un système de détection automatique d'incendie intégré au réseau d'extinction automatique ;- des robinets d'incendie armés avec postes DN 40 et lances de 30 mètres, répartis dans l'entrepôt conformément aux règles en vigueur et situés à proximité des issues. <p>Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ; d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt à raison de 1 pour 200 m et dans les lieux présentant des risques spécifiques, avec un minimum d'un appareil par niveau, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; en cas de mise en place du quai fer, des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, répartis judicieusement en façade et de part et d'autre des portes sectionnables..[...]</p>
Constats : <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie. Des extincteurs, des RIA ainsi que des poteaux incendie sont en nombre sur le site. L'entrepôt est également équipé d'un système d'extinction automatique (sprinklage) et de trappes de désenfumage. L'exploitant a fourni les rapports de contrôle de ses installations de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">+ l'interdiction de fumer,+ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,+ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment),+ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,+ la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. Un plan schématique conforme à la norme NF S 60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité est affiché dans les lieux fréquentés par le personnel.
Constats : <p>Des consignes de sécurité sont en place dans l'établissement (accident/incendie/évacuation). Celles-ci sont affichées avec le plan du site à l'entrée de l'établissement et sont facilement consultables.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

